

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° II-CD116

présenté par

M. Laisney, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 42

ÉTAT B

Mission « Écologie, développement et mobilité durables »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	5 400 000
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	5 400 000	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
Sûreté nucléaire et radioprotection	0	0
TOTAUX	5 400 000	5 400 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avec cet amendement, les député.es du groupe parlementaire LFI-NFP demandent l'augmentation des crédits alloués aux Agences de l'eau.

Un an et demi après les annonces en grandes pompes du plan eau et les créations de postes dans les Agences de l'eau, E. Macron et son Gouvernement suppriment de nouveau des postes. En effet, cette année le schéma d'emplois est négatif : - 3 postes. Entre 2017 et le PLF 2025, il y a eu 108 suppressions de postes.

Il est urgent - et ce d'autant plus dans un contexte de dérèglement climatique - de renforcer les moyens des Agences de l'eau dont les missions sont notamment de mettre en oeuvre les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, en favorisant une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable, la régulation des crues et le développement durable des activités économiques.

Par ailleurs, les député.es LFI-NFP tiennent à rappeler que le plan eau du Gouvernement est insuffisant à bien des égards : recul par rapport aux objectifs fixés lors des Assises de l'eau, pas de contribution du secteur agricole, moyens insuffisants pour lancer un plan de rénovation des canalisations, solutions technicistes, etc...

Les député.es LFI-NFP proposent d'allouer les fonds nécessaires à l'ouverture des postes qui ont été supprimés par Macron et ses Gouvernements, soient 108 postes.

Considérant un coût moyen de 50 000€ par emploi, nous proposons de ponctionner 5,4 millions d'euros en CP et en AE de l'action 52 « Transport aérien » du programme 203 « Infrastructures et services de transport » vers l'action 07 "Gestion des milieux et biodiversité" du programme 113 « paysages, eau et biodiversité ». Les député.es LFI-NFP appellent le gouvernement à lever le gage.